



Bernard Lahire, sociologue : « En ne voulant rien expliquer, Macron se met dans une impasse »

En rebond à l'allocution d'Emmanuel Macron, dans laquelle il a affirmé que « rien n'expliquait » les violences du 17 octobre, Bernard Lahire pointe l'inconséquence de cette position « antisociologique ». Une constante des deux quinquennats du chef de l'État, qui offre désormais « un cadeau à l'extrême droite ».

Mathieu Dejean

22 octobre 2026 à 12h34

Au lendemain de la mobilisation massive du 17 octobre, émaillée de violences, Emmanuel Macron a pris soin d'ignorer les motifs de la colère. Durant huit minutes d'« adresse aux Français », il n'a exprimé que sa « honte » face aux scènes observées la veille dans plusieurs villes de France. Comme si cette violence était naturelle et qu'elle n'appelait qu'une réponse répressive.

Qu'on en arrive à s'attaquer à des symboles de l'État (mairies, office du tourisme, préfecture...) ou encore aux beaux quartiers de la capitale ne lui inspire rien, tout simplement parce que « *rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse* », a-t-il dit.

Il y a dix ans déjà, le premier ministre Manuel Valls avait eu une phrase similaire – « *Expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser* » – disqualifiant tout effort d'analyse sociologique d'un phénomène social comme tentative de justification. La haine des causes a décidément pris ses quartiers au sommet de l'État, condamnant la politique au mieux à de la gesticulation, au pire à un durcissement autoritaire.



Un manifestant lors d'une manifestation à Paris le 17 octobre 2026.
© Photo Kiran Ridley / AFP

Le sociologue Bernard Lahire, auteur du récent *Pourquoi comprenons-nous le monde ?* (La Découverte, 2026), et qui a dirigé le livre *Enfances de classe* (Seuil, 2019), avait à l'époque publié un essai « *pour en finir avec une prétendue "culture de l'excuse"* ». Il réagit aux propos d'Emmanuel Macron, et revient sur les ressorts de cette révolte de la jeunesse qui a basculé dans l'émeute.

« Mediapart » : Emmanuel Macron a évoqué les violences qui ont émaillé le 17 octobre en déclarant : « Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse. » Est-il dangereux de chercher à expliquer les causes de cette violence ?

Bernard Lahire : C'est le degré zéro de la science sociale. Tout responsable raisonnable devrait dire qu'il faut justement chercher à comprendre et expliquer ce qui se passe : pourquoi y a-t-il eu autant de monde dans la rue le 17 octobre ? C'est l'expression d'une colère générale. D'où vient cette colère, qui a pris des formes violentes, mais pas que ? La seule réponse du pouvoir, c'est la condamnation et la volonté de punir.

Ce mépris pour les sciences sociales n'est pas nouveau. Elles sont détestées par le pouvoir politique parce qu'elles cherchent des causes, et que ces causes peuvent pointer le rôle des politiques publiques. La colère des lycéens porte au départ sur leurs conditions d'étude, malmenées par les politiques néolibérales d'appauvrissement des services publics. Le gouvernement a répondu à ces revendications légitimes par un déferlement de violences policières et d'intimidations, ce qui a contribué à changer en partie

la nature des manifestations. Les sciences sociales s'interrogent sur l'origine de ces violences policières. Quelle est l'idéologie des policiers ? Quels sont les ordres de leur hiérarchie ? Quelles sont les consignes données par les responsables politiques ?

Le pouvoir politique veut pouvoir imposer une vision du monde qui ne soit pas contredite. Emmanuel Macron appelle au « débat » en permanence, mais il ne veut pas d'éléments scientifiques, seuls à permettre d'avoir une vision claire et documentée de ce qui se passe réellement dans le monde social, et des raisons de la colère.

Dans son discours, Emmanuel Macron affirme aussi qu'aller dans la rue reviendrait à « voler le débat » de la présidentielle...

En disant cela, il remet en cause un outil démocratique tout à fait légal : la manifestation. C'est ce qu'il fait depuis le début de ce mouvement, avec le résultat que nous connaissons. Il invite désormais élèves, étudiants, enseignants, syndicats à « *s'asseoir autour de la table et construire ensemble des solutions* ».

Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait avant que des adolescents perdent des mains et des yeux, ou avant que des milliers d'entre eux ne soient interpellés au point que la presse étrangère s'en inquiète ? On marche sur la tête. Il me semble que les plus responsables, depuis le début, sont les élèves, qui n'ont fait que porter des revendications qui étaient celles de leurs enseignants et de leurs proviseurs : des locaux décents, des profs, etc.

Avec d'autres chercheurs, vous avez enquêté sur les distances sociales à hauteur d'enfants dans un livre publié en 2019, « Enfances de classe » (Seuil). Au regard de ce travail, la colère des lycéens, partie de lycées défavorisés, vous a-t-elle étonné ?

Non. Cette enquête auprès d'élèves de grandes sections de maternelle a été terminée en 2017-2018. Les enfants qui avaient alors entre 5 et 6 ans sont donc susceptibles d'être dans le mouvement aujourd'hui. Nous avons montré que, même dans les grandes sections de maternelle, les enfants ne sont pas protégés des tensions et de la compétition scolaire. L'école est tellement devenue le lieu où se joue l'avenir, une grande

machine de tri placée entre la famille et le monde du travail, qu'elle angoisse aussi bien les parents que les enseignants et les élèves.

« Les élèves sont obligés de faire ce que les syndicats d'enseignants n'arrivent plus à faire. Ils ne sont même pas dans l'utopie. Ils sont hyper réalistes. »

Je pense que cette tension n'est pas étrangère à la colère lycéenne actuelle. La force du mouvement, son ampleur, la répétition de manifestations de plus en plus fournies, rejointes par la génération de leurs parents voire de leurs grands-parents, montrent que quelque chose se passe. Pourquoi maintenant ? C'est un mystère qu'il faudrait arriver à débrouiller. Mais il y a des raisons objectives qui dépassent les seules revendications matérielles. Ces adolescents vivent dans un monde hyper anxiogène, que ce soit au niveau environnemental ou au niveau de leur orientation scolaire et professionnelle. Parcoursup, qui est beaucoup mis en cause dans les manifestations, est un cristallisateur de l'angoisse sur l'avenir, et on leur en parle dès le collège !

Élisabeth Borne, quand elle était ministre de l'éducation nationale, avait même déclaré qu'« *il [fallait] se préparer à son orientation professionnelle dès la maternelle* ». La classe politique au pouvoir n'a qu'une obsession, c'est que tout le monde ait une place sur le marché du travail et que les élèves délaissent les filières où il n'y a pas de rentabilité immédiate. Mais ils sont incapables de faire des politiques de relance économique qui permettraient d'augmenter le nombre d'emplois proposés. Ils sont en total décalage avec ce que vivent ces jeunes. D'ailleurs, Emmanuel Macron a aussi déclaré : « *Nous ressentons tous ce soir de la colère, de la honte* », mais il n'a eu aucune considération pour la colère exprimée par ces jeunes. Elle est pourtant hautement légitime.

Cette crainte pour l'avenir a-t-elle joué dans la convergence des lycées de tous milieux sociaux, en plus des violences policières subies ?

Oui, et c'est même ce qui explique qu'HEC soit entrée dans la danse. Un certain nombre d'étudiants d'HEC, de Polytechnique, des ENS ou d'AgroParisTech ne sont plus

convaincus aujourd'hui que faire du fric en abîmant la planète soit une perspective très enviable. Ils ont beaucoup moins de raisons matérielles de se plaindre, mais ils ont malgré tout des raisons tout à fait sérieuses de s'engager vers des métiers qui ont davantage de sens. J'insiste sur le fait que ces jeunes sont extrêmement responsables.

La comparaison avec Mai-68 est intéressante : on descendait alors dans la rue pour des raisons idéologiques, contre l'autorité notamment, mais on recevait des enseignements dans des conditions d'études correctes. Aujourd'hui, on est dans un tel état de régression sociale et d'appauvrissement du système éducatif que les élèves sont obligés de faire ce que les syndicats d'enseignants n'arrivent plus à faire. Ils ne sont même pas dans l'utopie. Ils sont hyper réalistes. On peut espérer néanmoins que ça débouchera, au bout du compte, sur une traduction politique qui bouleverserait durablement la situation.

« Emmanuel Macron est l'antisociologue par excellence. [...] Il ne veut rien entendre de la colère provoquée par les politiques de régression sociale qu'il a menées. »

Les interactions avec les forces de l'ordre ont d'ores et déjà clairement radicalisé le mouvement. On a sorti un arsenal policier contre des lycéens de 15 à 18 ans comme si c'étaient des ennemis de la nation. On a utilisé des armes et des moyens de rétorsion disproportionnés par rapport à ce qu'ils pouvaient faire comme dégâts. Quand on entame aussi mal le « dialogue », ça ne peut qu'alimenter le mouvement. Laurent Nuñez a géré la question des Gilets jaunes à l'époque où il était secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, on se doute qu'il a dû donner des consignes pour intimider les jeunes.

La surdité du pouvoir a donc produit une radicalisation du mouvement, qui a produit une violence qui sert aujourd'hui au pouvoir pour disqualifier le mouvement. C'est un cercle vicieux...

Et ce cercle vicieux est un cadeau fait à l'extrême droite, car en se focalisant sur l'ordre, le pouvoir use d'une rhétorique très proche de l'extrême droite et de la droite dure. En ne voulant rien expliquer, le pouvoir se met

dans une impasse. Alors que des Gilets jaunes appellent à une nouvelle manifestation samedi prochain, je crains le pire en termes d'affrontements. Ça risque d'être très dur.

Emmanuel Macron est l'antisociologue par excellence. Les différentes déclarations qu'il a faites au cours de ses deux quinquennats sont symptomatiques. Par exemple, quand il avait déclaré à un chômeur qu'il lui suffisait de « *traverser la rue* » pour trouver un travail. L'idéologie du mérite et l'idée que les chômeurs sont des paresseux en puissance sont complètement antisociologiques.

De manière générale, il ne veut rien entendre de la colère provoquée par les politiques de régression sociale qu'il a menées. Les « cahiers de doléances » pour les Gilets jaunes, la « plateforme » pour les lycéens, les invitations à « *se mettre autour de la table* » n'ont pour fonction que de détourner l'attention. Et continuer la casse de l'État et l'appauvrissement du service public. Son job, c'est de tout faire pour maintenir ou augmenter les inégalités économiques et sociales. Il a été élu pour ça. Sa campagne a été financée pour ça. Et il fait le job, impeccablement, cyniquement.

Vous évoquez l'extrême droite. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2027, quinze députés du RN ont déposé un amendement visant à supprimer toute nouvelle subvention de l'État à la fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) et à dissoudre l'établissement public Campus Condorcet dès juillet 2027. Comment l'interpréter ?

Ils ont été imprudents de le faire maintenant, parce que cela dit très clairement ce qu'ils pensent et ce qu'ils feront s'ils accèdent au pouvoir. Dans tous les pays où il y a des régimes autoritaires ou dictatoriaux, les premiers départements attaqués dans les universités, ce sont les départements de sciences sociales. C'est une logique qu'on a observée en Argentine, au Brésil, en Hongrie...

On sait que si Marine Le Pen arrivait à la présidence, elle mènerait cette politique-là – pas forcément en fermant directement les établissements, mais en les appauvrissant et en les réduisant. Ces gens ne veulent pas de ceux qui leur mettraient des cailloux dans les chaussures. C'est précisément ce que font les chercheurs en sciences sociales.

